



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/3 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.3.56670

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

dans une sorte de surenchère destinée à mobiliser l'opinion mondiale contre le régime d'occupation français. Pour des raisons évidentes, on supposait en particulier que les États-Unis seraient sensibles au thème des exactions imputées aux Noirs.

Pierre JARDIN, Paris

Peter GRUPP, *Deutsche Außenpolitik im Schatten von Versailles 1918–1920. Zur Politik des Auswärtigen Amtes vom Ende des Ersten Weltkriegs und der Novemberrevolution bis zum Inkrafttreten des Versailler Vertrags*, Paderborn (Schöningh) 1988, 320 p.

L'ouvrage de Peter Grupp s'inscrit dans le débat sur la continuité de l'histoire allemande. L'Allemagne abandonne-t-elle la *Machtpolitik* du Kaiserreich pour une politique reposant sur les principes de Wilson et soucieuse de contribuer au «concert européen»? Contre L. Haupts (*Deutsche Friedenspolitik 1918–19. Eine Alternative zur Machtpolitik des Ersten Weltkriegs*, Düsseldorf, 1976), qui affirme que l'Allemagne a tenté une nouvelle politique de paix et n'a mené une politique de révision qu'après le rejet de cette nouvelle politique par l'Entente à Versailles, Grupp estime qu'il y a continuité entre la politique extérieure du Kaiserreich et la politique allemande de 1918/19. Il estime que les buts de la politique allemande après la révolution de novembre 1918 restent les mêmes; seules les méthodes ont changé, car «on ne peut naturellement mener une *Machtpolitik* face aux plus puissants». Il souligne qu'on voit le mieux cette continuité de la politique allemande sur les terrains secondaires de la diplomatie, où les méthodes de la *Machtpolitik* persistent.

A l'appui de sa thèse, Grupp montre d'abord que l'*Auswärtiges Amt* change peu. Lorsqu'il y a changement de personnel, c'est, à quelques exceptions près, pour le remplacer par des hommes de la carrière et il faut attendre le socialiste Hermann Müller, en juin 1919, pour qu'un homme politique soit mis à la tête du ministère. Les organes de contrôle (commissaire aux affaires étrangères, sous-secrétaire d'Etat politique, *Beigeordnete*), créés par le Conseil des commissaires du peuple n'ont aucune influence réelle sur le ministère. De même, la «*Geschäftsstelle für die Friedensverhandlungen*», une tentative pour renouveler la diplomatie traditionnelle, est très vite contrôlée par l'*Auswärtiges Amt*. La réforme Schüler n'est qu'une simple adaptation aux réalités économiques nouvelles et non une tentative pour définir une politique nouvelle. Quant aux experts économiques libéraux, qui sont pour Haupts les principaux artisans d'une nouvelle politique allemande, Grupp souligne que ce ne sont pas des hommes nouveaux et qu'ils défendaient les principes de la *Machtpolitik* avant 1914 et les buts de guerre annexionnistes pendant la guerre; leur conversion à une politique commerciale libérale n'est qu'adaptation des moyens en vue des mêmes buts impérialistes.

Grupp passe ensuite à l'examen des nouveaux principes de base de la politique extérieure allemande en 1919, les 14 points de Wilson, pour souligner que leur adoption est purement tactique et ne correspond pas à une conversion intérieure de la diplomatie allemande. Le droit à l'autodétermination est d'abord un instrument pour obtenir une paix de droit, puis, lorsque la situation est moins favorable, pour donner à l'Allemagne une position de droit utilisable plus tard. Grupp le montre, en particulier, en s'appuyant sur la politique allemande à l'Est (Baltikum, Lituanie, Ukraine, Géorgie, Roumanie), où il relève une continuité remarquable, dans les comportements et les objectifs. Il souligne que le droit à l'autodétermination n'y est avancé que lorsqu'il va dans le sens des intérêts allemands. Il le montre aussi dans la question du Schleswig du Nord, du Vorarlberg et du Tyrol. Pour l'auteur, la politique allemande est «*prinzipienlos*» et se fait toujours selon des considérations purement pragmatiques.

L'attitude de l'*Auswärtiges Amt* dans la question de la culpabilité de guerre, la *Kriegsschuldfrage* lui apparaît comme particulièrement significative, car elle exprime parfaitement l'identification totale du ministère avec le Kaiserreich par son refus de le condamner. Le ministère traite la *Kriegsschuldfrage* d'un point de vue purement tactique. Il s'agit d'enlever au traité de

Versailles ses bases morales et juridiques et de justifier ainsi la revision du traité. Le ministère rejette l'attitude de Kautsky qui souhaite, en affirmant la culpabilité de l'ancien régime, donner une base morale nouvelle au régime de Weimar et le dissocier de la responsabilité de la guerre et de la défaite. Grupp montre aussi comment l'Allemagne a essayé, durant cette courte période, d'utiliser sa puissance économique, en particulier son charbon, pour faire pression sur ses voisins (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Autriche, Finlande, Suisse, Danemark) et obtenir, plus généralement, une paix plus favorable.

L'auteur s'interroge, en conclusion, sur les raisons de la continuité de la politique extérieure allemande durant la période troublée de 1918/19. S'il n'y a pas eu de »révolution« en politique extérieure, cela tient, à son avis, à l'intérêt limité que portent les socialistes majoritaires aux questions de politique extérieure et à l'absence d'une conception d'ensemble qui en découle. Hermann Müller, qui apporte plus de sens des réalités à la politique allemande, n'a pas non plus de conception d'ensemble. D'où une plus grande latitude laissée aux fonctionnaires de l'Auswärtiges Amt qui mènent une politique qui correspond à la mentalité des classes dirigeantes et de la majorité de la population allemande. Cette politique repose sur les mêmes principes qu'avant 1918, avec pour but la restauration de la puissance allemande par la revision. Il n'y a donc pas de nouvelle politique extérieure en 1919, la rupture avec la *Machtpolitik* ne se fera qu'en 1945.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Akten zur deutschen Auswärtigen Politik 1918–1945. Aus dem Archiv des Auswärtigen Amtes. Serie A: 1918–1925. Hg. für die Bundesrepublik Deutschland: Walter BUSSMANN, Roland THIMME, Harald SCHINKEL, Peter GRUPP, Hans-Georg FLECK; für Frankreich: Jacques BARIÉTY, Béatrice BEERBLOCK; für Großbritannien: Lord BULLOCK, Eleonore BREUNING, John P. FOX. Band IV: 1. Oktober 1920 bis 30. April 1921, bearbeitet von Peter GRUPP, Harald SCHINKEL, Christoph STAMM, Roland THIMME, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 1986, LII – 593 S. Band V: 1. Mai 1921 bis 28. Februar 1922, bearbeitet von Hans-Georg FLECK, Harald SCHINKEL, Roland THIMME, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 1987, LI – 696 S. Band VI: 1. März bis 31. Dezember 1922, bearbeitet von Hans-Georg FLECK, Roland THIMME, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 1988, LVIII – 665 S.

Die Edition der Akten des deutschen Auswärtigen Amtes schreitet weiter zügig voran. Wenn der zuletzt von den Bearbeitern der Serie A erreichte jährliche Erscheinungsrhythmus beibehalten werden kann, dürfte der letzte Band in etwa drei Jahren vorliegen. Parallel zum Beginn der von der Bundesregierung geplanten Herausgabe einer Aktenedition für die Nachkriegszeit wäre dann das Gesamtwerk für die Periode von 1918–1945 endgültig abgeschlossen.

Die hier vorzustellenden drei Bände umfassen den Zeitraum vom Oktober 1920 bis zum Dezember 1922, einer in der Geschichte der Weimarer Republik entscheidenden Phase. Im Zentrum der Ereignisse stand die Reparationsfrage, deren Höhe auf der Pariser Konferenz vom 24.–29. 1. 1921 zunächst auf 269 Milliarden Goldmark fixiert und im Verlauf der Londoner Konferenz (21. 2.–14. 3. 1921) im wesentlichen, wenn auch nicht in gleicher Höhe, bestätigt worden war. Die deutschen Gegenvorschläge blieben angesichts der (auch nach der Reduzierung auf 132 Milliarden noch immer als viel zu hoch erachteten) Forderungen der Alliierten ohne Wirkung. Die Besetzung von Duisburg, Ruhrort und Düsseldorf durch alliierte Truppen machte indessen den begrenzten Spielraum, über den die Reichsregierung verfügte, mehr als deutlich. Zur gleichen Zeit ging im Osten der polnisch-sowjetische Krieg mit dem Frieden von Riga zu Ende, wodurch sich der Druck auf die deutsche Ostgrenze, insbesondere in Oberschlesien, wo am 20. März 1921 die Volksabstimmung stattgefunden hatte, erneut verstärkte. Innen- und außenpolitisch stand das Reich Ende April 1921 unter größtem Druck.